

Quand la maison brûle !



BRUNO LEVY

par Michel Godet, membre de l'Académie des technologies

DEPUIS trente-cinq ans, nous vivons à crédit en prenant dans la poche de nos enfants. Chance ou malchance, le service de la dette, qui dépasse le budget de l'enseignement supérieur, donne l'impression que c'est supportable puisque, grâce à l'euro, la France emprunte à bon compte. Certains pensent que l'on peut ainsi vivre à crédit éternellement.

Le jour où les taux remonteront, la facture deviendra proprement insoutenable : jusqu'à 6 points de PIB comme dans l'Italie d'aujourd'hui qui a pourtant un budget primaire (recettes moins dépenses) équilibré avant paiement du service de la dette. Avec une dette publique qui s'élève à près de 100 % du PIB, nous ne sommes pas loin de connaître le même sort. Quand le moteur de la croissance est noyé par les coups de starter de la dette, il s'étouffe et ne repart pas.

Le ministre de l'Économie, Michel Sapin, avance que notre pays, une fois de plus, ne tiendra pas ses engagements de réduction de dépenses à hauteur de 50 milliards d'euros d'ici à 2017. Notre record de dépenses publiques, 57 % du PIB, soit 7 points de plus que la moyenne communautaire, va donc perdurer. Il est vrai qu'il est difficile

de réduire les dépenses notamment sociales (32 % du PIB) au moment où les populations souffrent. En réalité, on ne pourra réduire la dépense publique sans s'attaquer au mammoth de la fonction publique. Comment faire plus et mieux de services publics en dépensant moins ? La réponse est simple : ne pas confondre service public avec statut public des agents qui le rendent. Il apparaît que la question du management des organisations est ici centrale et conduit à un absentéisme deux fois plus élevé dans le public que dans le privé pour des activités comparables (santé, éducation, services aux personnes).

Manuel Valls rejette les illusions d'une relance par la demande

Saluons le courage de Manuel Valls qui a commencé à dire la vérité en rejetant les illusions d'une relance par la demande qui ne ferait que creuser les déficits budgétaires et extérieurs comme on l'a fait depuis trente ans.

En vantant une politique de l'offre où il faut commencer par restaurer les marges des entreprises (de dix points inférieures à celles de l'Allemagne) pour investir, retrouver de la compétitivité et créer des emplois, il a montré le bon chemin. Il lui manque une majorité de soutien. Que les hommes de droite et du centre qui pensent que le cap est bon oublient leurs postures. Quand la maison est en feu, on éteint l'incendie avant tout débat sur les questions de partis et de jeux de pouvoir. ●